

La grande manifestation ouvrière de Lens : UNE DEMONSTRATION DE FORCE POPULAIRE

(D'un de nos envoyés spéciaux à Lens, Maurice Combes.)

LENS, ville minière cernée par les chevalets et les terrils, vit dans la fièvre engendrée par la grande lutte des « gueules noires ». Ce samedi 16 mars précisément une grande manifestation a été annoncée pour l'après-midi. Des affiches placardées sur les murs, invitent la population à y participer ; on remarque aussi des affiches syndicales sur la grève des mineurs (l'une d'elles, celle de Force Ouvrière, envisage le recours à la grève générale si l'intransigeance du gouvernement persiste). Les partis de gauche, de leur côté, font appel à la solidarité sur les murs.

Cependant, dans les coronas aux maisons de briques, on exprime une calme détermination. « Nous ne pouvons lâcher maintenant, nous tiendrons le temps qu'il faudra... » m'ont dit des camarades mineurs à qui j'ai rendu visite. Et ils ajoutaient : « Ce n'est pas comme en 48... Cette fois les commerçants eux-mêmes nous aident. »

L'après-midi, je me retrouve aux alentours de la place de la République, lieu de rassemblement, avec le camarade Suret, secrétaire fédéral, section de Lens. De toutes parts affluent des groupes précédés de fanfares et de banderoles, au milieu d'un grand concours de population. Il en vient de partout, des cités minières du département, d'Auchel, de Bruay, de Courrières... et aussi du Nord, de Douai, de Valenciennes, etc.. On remarque une banderole de l'U.N.E.F. de Lille suivie d'une délégation d'étudiants.

Le cortège s'ébranle au son de l'Internationale, sous les applaudissements de la foule massée sur les trottoirs. En tête viennent les étendards rouges de la C.G.T. et de F.O., l'étendard tricolore de la C.F.T.C. On crie : « Pas d'sous. pas d'charbon », « Des sous Chariot », « Pompidou au charbon. ». Une forêt de pancartes émerge du cortège. On lit notamment les inscriptions suivantes : « Nos 11 % », « Retour aux 40 heures ». « Respect du droit de grève et des libertés syndicales », « A bas la réquisition », « Nous ne céderons pas », « Vive l'unité C.G.T.-C.F.T.C.-F.O. », « Vive la solidarité », « Charlot à la retraite » Une pancarte dont il n'est pas difficile de deviner l'origine : « Pas de pourparlers séparés ». On distingue également des portraits humoristiques de « Charlot » déguisé en mineur. Mais sur une banderole rouge se détache en lettres d'or cette inscription : « Devant Charlot 63 comme devant Hitler 41, les mineurs ne plieront pas les genoux. »

Sur la place Roger-Salengro où se pressent plusieurs dizaines de milliers de personnes, une estrade est dressée. On discute en attendant que les orateurs prennent la parole. Une femme de mineur dit près de

moi : « On pensait à Paris qu'un mineur gagnait 120.000 francs par mois. Il faudrait plutôt dire la moitié. »



(Photo Tribune.)

Ce puits est condamné.

Bergamani, secrétaire fédéral adjoint de la C.F.T.C., parle le premier : « Camarades, dans vos intérêts et votre dignité, vous avez été profondément atteints » s'écrie-t-il. Et il parle du retard pris par les salaires des mineurs, des menaces qui pèsent sur l'avenir des charbonnages, du chômage qui a sévi dans le Centre-Midi, de la réduction de la production de 58 à 53 millions de tonnes, de l'insuffisance des pensions d'invalidité professionnelles...

Puis l'orateur évoque « le mépris de vos représentants et à travers eux de vous-mêmes. » Il déclare que « l'autorité ne peut s'établir que sur le respect. » Il parle des « décisions unilatérales », des « attermoissements » du gouvernement qui ont abouti le 15 février à proposer 4 % d'augmentation au lieu des 11 % demandés. Il évoque l'entrevue du 27 février avec le ministre Bokanowski « entouré d'une cohorte policière. » Il insiste sur le fait que l'échec de la réquisition constitue « une grande victoire contre la conception actuelle de l'autorité ».

Et Bergamani use d'autres formules excellentes qui égratignent le pouvoir : à propos de l'intervention radio-télévisée de Pompidou, « après la réquisition, la

télévision. » Il interroge ironiquement : « Les caisses ne sont-elles plus pleines ?... Le médecin est-il encore à la hauteur de la tâche présente ? »

L'orateur croit pouvoir opposer les concessions faites par le patronat privé en matière de salaires et de congés payés à l'intransigeance de l'Etat-patron. Il se demande si le Pouvoir n'entend pas « briser les structures de défense des syndicats après avoir ébranlé celles des partis politiques. »

Le porte-parole de la C.F.T.C. s'interroge sur l'utilité de la « Commission des Sages » alors qu'une commission interministérielle chargée de l'examen de ces problèmes siègeait depuis plusieurs années. Il termine sous les applaudissements en invitant les inorganisés à adhérer au syndicat de leur choix, à « participer à l'œuvre commune », en soulignant qu'il ne doit pas y avoir de reprise du travail sans un accord « que nous souhaitons signé par tous », en lançant un appel à la discipline.

Henri Martel, secrétaire de la fédération C.G.T. du sous-sol, parle ensuite. Il le fait avec l'autorité d'un dirigeant qui a une longue expérience et qui est à la tête d'une organisation puissante dont les militants ne seront pas cette fois isolés comme en 1948, isolés face aux pelotons de C.R.S.

D'emblée, il souligne qu'on n'a jamais vu « une telle foule dans les rues de la capitale minière », à l'occasion d'une grève « que le Pouvoir a voulu illimitée. »

Il sait trouver le chemin de la sensibilité ouvrière en adressant son salut aux femmes des mineurs, aux camarades étrangers (notamment les Marocains) qui sont entrés dans la lutte.

Il salue également les différentes couches de la population (fonctionnaires, commerçants, artisans) qui manifestent leur solidarité aux mineurs. Il salue les parlementaires, les élus municipaux présents, tout en se défendant « de vouloir donner une signification politique au mouvement ». Mais il ajoute bientôt : « La politique du Pouvoir va à rencontre de nos revendications. »

Il ne renie pas la prudence dont son organisation a fait preuve en suspendant le 31 janvier la grève du rendement, en donnant un délai de réflexion de 15 jours au gouvernement. Mais ce dernier s'est trompé « s'il a pris notre sagesse pour de la résignation ».

Et Martel salue le « puissant mouvement revendicatif qui se développe dans le pays » : les luttes des gaziers et électriciens, des cheminots, des métallos, des travailleurs des industries chimiques. Il s'interroge lui aussi sur le bien-fondé d'une commission d'enquête « sur des chiffres et des situations archi-connus. »

Il évoque la possibilité d'une reprise pour le mardi suivant (le lundi étant jour chômé) mais en tout cas « la division est morte. » Quoi qu'il arrive, « nous ne laisserons pas pourrir notre magnifique mouvement », s'écrie-t-il.

Et c'est le rappel des revendications : 11 % d'augmentation de salaires, retour aux 40 heures, une semaine supplémentaire de congés payés. Des pourparlers ont été engagés. Le gouvernement n'offre toujours que moins de 5 % et entend subordonner les

autres revendications à la réalisation du plan de production. Les discussions viennent d'être interrompues, annonce Martel.

Des cris s'élèvent : « A Paris ! »

L'orateur se prononce contre des pourparlers séparés, contre « le torpillage du plus puissant mouvement qu'ait connu notre corporation. »

Il dénonce « les tarifs préférentiels » que les Houillères consentent aux trusts et, s'il s'en prend par ailleurs « à la cupidité des capitalistes et à la volonté des monopoles », il ne dit rien contre la C.E.C.A. souvent mise en cause par son organisation (il est vrai qu'il n'existe pas de véritable politique européenne pour la coordination de l'énergie).

C'est enfin l'hommage à la solidarité nationale et internationale, aux dockers comme aux mineurs anglais, l'appel aux inorganisés pour qu'ils rejoignent le syndicat, et dernière recommandation, l'appel au renforcement des piquets de grève mardi matin.

Aux applaudissements succèdent à nouveau des cris « A Paris ! »

Dernier orateur : Catenne, vice-président des mineurs F.O. du Pas-de-Calais. Il remercie les participants à cette manifestation et, tout de suite après, les parlementaires, les sénateurs, les élus municipaux. Il n'a pas grand-chose à ajouter à ce qu'ont dit ceux qui l'ont précédé à cette tribune. Il parle de ce « Monsieur qui va à La Haye » et qui, « isolé dans sa tour d'ivoire de Colombey », n'a pas compris les aspirations du peuple.

Après avoir souligné que « l'unité s'est faite dans l'action », il évoque les 11 % « dont on nous a lésés depuis de longues années. »

Il termine en déclarant : « S'il devait y avoir un ordre de reprise du travail dans cette région, il serait donné par les trois fédérations. »

(Il semble bien qu'un tel engagement aille au-delà de cette tactique dont parlait récemment Guy Mollet lorsqu'il disait : « Les organisations syndicales libres, si elles refusent l'action positive avec l'organisation syndicale d'obéissance communiste, savent réaliser leur coude-à-coude dans la défensive. Ceci résume fort bien aussi notre attitude par rapport à notre action sur le plan politique. »)

On lit encore un message de solidarité de l'U.N.E.F. et un autre de l'U.E.C. de Lille

On remercie l'Union commerciale lennoise pour sa solidarité à l'égard des mineurs, et la municipalité pour le concours qu'elle a apporté à l'organisation de cette manifestation.

La motion votée à l'issue du meeting indique notamment que « les mineurs revendiquent à l'unanimité que les discussions s'ouvrent et se déroulent avec la participation des représentants de tous les syndicats de mineurs seuls habilités pour débattre leurs intérêts. »

Alors que la foule s'écoule, je pense que le mouvement des mineurs est très fort. La manifestation de Lens est un de ses moments culminants et constitue une page d'histoire ouvrière.

Le Folklore

(D'un de nos envoyés
 spéciaux à Lens, Bernard
 Camille)

QUAND il revient de l'un des faubourgs de Lens : Liévin, vers Lens, un Parisien a l'impression de découvrir une : ville luxueuse. Pourtant, l'architecture de brique donne à la ville un aspect très pauvre, quand on : descend du train de Paris. Les ravalements des façades de pierre de Paris rendent maintenant le Parisien exigeant sur la beauté de la ville des autres.

Quand il quitte les corons de Liévin, la propreté riche de la Lens bourgeoise et commerçante le met mal à l'aise. Lorsqu'il découvre, à la gare, une photographie d'une « gueule noire » prête à prendre son congé d'invalidité définitive, il a compris.

Le commerçant de Lens apprécie fort les petites affiches distribuées par les mineurs en échange d'une « obole » : un franc parfois. « Cette maison soutient les mineurs », affirme cependant l'affichette. Le commerçant reconnaît, avec le sourire, qu'il est sûr, de cette façon, d'avoir la paix. Quelques commerçants ont procédé à des distributions gratuites : le lait, le

pain. Mais le mineur ne se fait pas d'illusions. Le fonds général de secours atteint maintenant 3.600.000 francs. Qu'est-ce que c'est pour 200.000 mineurs ? D'accord, les gars, on les comprend : quand on n'a pas assez déjà pour soi, qu'est-ce qu'on a à f... d'en nourrir un deuxième ?

Le mineur suit la progression de la collecte 100.000 francs par 100.000 francs. Il ne comptera plus que sur sa femme, le 24 mars, quand les fonds de la dernière quinzaine écoulee seront épuisés. Mais il s'appuiera sur du solide. La femme tiendra. « Parce que, cette fois, c'est la dernière. Tous les syndicats marchent ; comme ça, les hommes n'ont plus d'excuses pour ne pas faire la grève. Parce que plus le charbon manquera et plus les usines seront obligées de se fermer dans la France. Alors, le gouvernement sera bien obligé de tout revoir sérieusement pour une fois. La première. Et puis, il n'y a pas de police. »

C'est la présence massive de la police parisienne, des C.R.S., de la garde républicaine, appuyée par l'indifférence de la circulation motorisée, qui a donné à la manifestation des Invalides un caractère « folklorique » aux yeux des Parisiens. Le costume professionnel d'un mineur de fer, aussi apparenté soit-il à celui d'un soldat, ne « tient » pas, à côté d'un C.R.S. sanglé, botté, armé. A Paris, ce qui

« tient » devant les C.R.S., c'est les « bleus de Billancourt ».

A Lens, au contraire, où les forces de police encadrant les 40.000 mineurs se réduisaient à quatre sergents de ville dont la fourragère rouge rivalisait d'élégance avec les tenues des musiciens des fanfares ouvrières, la fanfare « La Prolétarienne » d'Hénin-Liétard « tenait » magnifiquement le pavé.

Aucun détail ne manquait pourtant pour faire tiquer un Parisien : les bannières qui rappelaient celles des confréries religieuses du XIX^e siècle, les casques de parade, le foulard rouge, la masse sur l'épaule, les enfants des deux sexes costumés.

Le Parisien était peut-être surpris par la présence de deux infirmières dans le cortège de la fanfare, qui donnait à ce défilé apparemment musical, le caractère d'un défilé militaire, où le corps sanitaire suit les troupes. Il découvrait que la mine tue les faibles.

Pour être fort, il faut manger. Pour manger, il faut avoir assez d'argent pour entrer dans une épicerie. Quand l'épicerie vend trop cher, on mange moins. On fatigue. On est distrait. L'accident vient.

J'ai vu un mineur déposer, dans la main d'un Parisien, son œil gauche.

Folklore !